

NEWS



Bi-mensuel

1-15 décembre 1987

ISSN 0771-9388

Editeur responsable: Jerzy Milewski

9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

NSZZ "SOLIDARNOŚĆ" DEVELOPPE SES ACTIVITES AU GRAND JOUR

No. 103

Le 5 décembre 1987 s'est tenue une réunion de la Commission Nationale Exécutive (KKW) de NSZZ "Solidarnosc", composée de Lech Walesa, Président de NSZZ "Solidarnosc"; Zbigniew Bujak, région Mazowsze; Jerzy Dłużniewski, région Ziemia Lodzka; Władysław Frasyniuk, région Dolny Śląsk; Stefan Jurczak, région Małopolska; Bogdan Lis, région Gdańsk; Andrzej Milczanowski, région Pomorze Zachodnie; Janusz Palubicki, région Wielkopolska; Antoni Stawikowski, région Toruń; Stanisław Węglarz, région Centre-Est. La Commission a pris position sur la situation du pays après le référendum et a examiné des questions d'organisation. La Commission a appelé en son sein le représentant de la région de Toruń, Antoni Stawikowski, (demeurant à Toruń, ul. Dobra 31, tél. 292-26) et le représentant de la région de Bydgoszcz, Antoni Tokarczuk.

L'opération politique menée sous l'appellation de référendum le 29 novembre 1987 a connu un échec. Les autorités de la République Populaire de Pologne n'ont pas réussi à obtenir un illusoire mandat social pour légitimer leur pouvoir. La société polonaise est consciente de la nécessité de réformes économiques et politiques mais elle n'a pas confiance en le monopole du pouvoir de la nomenklatura. Le nombre de personnes ayant décidé d'ignorer le référendum ou d'y répondre négativement témoigne du réveil graduel des revendications sociales et de la détermination dans la défense des droits sociaux et civils. A présent plus que jamais, il est d'autant plus clair que la réalisation d'indispensables réformes économiques et politiques exige un retour aux accords sociaux.

NSZZ "Solidarnosc", lors du Ier Congrès de Délégués, en octobre 1981, a présenté un programme d'entente dont l'objet serait la lutte contre la crise, la réalisation de la réforme économique et la reconstruction de la vie publique. Cette proposition d'un "Pacte anti-crise" garde son actualité. Elle signifie que la reconstruction du système économique vers la rationalité, le pluralisme et l'activité peut constituer un but rassemblant les individus, les organisations indépendantes et les mouvements sociaux. Cela nécessite une réforme profonde et complète qui libérerait l'économie polonaise de sa direction monopoliste, dégagerait le marché et les initiatives humaines, briserait le système de la nomenklatura, permettrait le contrôle social de la gestion économique. Pour cela pourtant, pour que le travail humain et les initiatives ne soient pas gaspillés, il est indispensable d'assurer des changements appropriés dans l'organisation de la vie publique et en particulier: - la levée de la juridiction spéciale, introduite après le 13 décembre 1981, qui permet un usage illimité de la répression; - la légalisation de la société civile où les droits fondamentaux de l'individu seront respectés et appliqués, surtout la liberté d'association; - l'application du pluralisme syndical et le fonctionnement légal de "Solidarnosc".

Dans ces conditions, la crise de confiance entre le pouvoir et la société pourrait être surmontée et la récession du pays interrompue. Cela signifie qu'un accord en matière de couverture sociale de la réforme est possible et nécessaire. Le volet social doit englober les principes généraux de fixation des salaires dans les conventions collectives, en particulier, la compensation de la hausse des prix. Il doit également définir les principes de fixation des pensions et retraites et aussi, de garantie d'existence et de formation des personnes ayant perdu leur emploi. La réforme économique ne peut être la cause d'une aggravation de la condition matérielle et sociale de la population. Il faut qu'apparaisse une perspective d'avenir afin qu'on puisse vivre mieux, avec dignité, sans souci constant du lendemain. La société polonaise ne peut accepter une politique qui remplace l'ensemble de la réforme par des hausses de prix. Les réformes économiques et politiques constituent un ensemble indissociable parce que l'expérience prouve qu'on ne peut combiner un état totalement organisé centralement avec un système économique rationnel, avec les mécanismes du marché et l'indépendance de la vie sociale. La situation présente où la crise du système est perçue par une partie de l'élite dirigeante, aussi bien en Pologne que dans l'ensemble du bloc communiste, nécessite de la part de NSZZ "Solidarnosc" une réponse complète où les activités clandestines seront poursuivies et où seront développées les activités ouvertes. Dans ces nouvelles conditions, il faut porter nos efforts sur l'activité ouverte, parce que de cette manière on pourra soutenir la mise en pratique de la réforme politique et économique. Sont particulièrement importantes: 1) l'action pour le pluralisme syndical dans les entreprises par la poursuite des initiatives juridiques d'enregistrement et par l'établissement de comités ouverts de NSZZ "Solidarnosc"; 2) l'action pour l'autogestion d'entreprise par l'engagement actif des membres de "Solidarnosc" dans le travail des conseils autogestionnaires et par la création de conseils autogestionnaires dans les milieux professionnels; 3) l'action pour l'autogestion territoriale par l'élaboration de programmes régionaux, par la création de différents types d'institutions et d'organisations sociales locales. Le déroulement et les résultats du référendum prouvent que la société polonaise dispose d'une possibilité de sortir de l'état d'apathie et de désespoir dans lequel elle fut plongée par l'état de guerre. Seul l'engagement social, seules des actions raisonnables et réfléchies permettront de mener les profondes réformes indispensables au pays et de briser l'opposition de la partie conservatrice de l'appareil dirigeant. Nous nous trouvons face à une chance exceptionnelle dont l'exploitation exige d'énormes efforts. Gdańsk, le 5 décembre 1987. La Commission Nationale Exécutive de NSZZ "Solidarnosc".

4°P. 12007

LE BUREAU DIRECTEUR de la Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori a adopté une résolution sur la situation polonaise après le referendum. Dans ce texte diffusé le 2 décembre, les syndicalistes italiens soulignent que la réponse positive de millions de Polonais à l'appel de NSZZ "Solidarnosc" d'ignorer le referendum reflète un changement profond et irréversible dans la conscience sociale suscitée par les expériences d'Août 80 et l'action postérieure de "Solidarnosc". A présent, comme jadis, NSZZ "Solidarnosc" lutte pour la restauration du pluralisme syndical, seul moyen d'assurer la participation authentique et active de la société dans la recherche d'une solution à la crise. Le Bureau de CISL estime que le temps est venu pour les autorités de Pologne de tirer la leçon du referendum, qu'un dialogue avec la société est impératif sur la base d'un réel pluralisme social et syndical. Cela signifie avant tout le droit à l'existence légale de NSZZ "Solidarnosc". Les syndicalistes italiens soulignent que grâce à leurs contacts permanents et étroits avec les structures clandestines de "Solidarnosc", ils savent et respectent la capacité de proposition de NSZZ "Solidarnosc". Enfin, la résolution de la CISL assure lech Walesa et les travailleurs polonais du soutien durable du syndicat italien et de sa volonté de développer son appui à la lutte pour la liberté syndicale en Pologne.

LE SECRETAIRE-GENERAL de l'UIL, Giorgio Benvenuto a adressé à Lech Walesa un message de soutien à NSZZ "Solidarnosc" dans ses efforts pour tenter de mener une action constructive avec le gouvernement car "dans la situation présente, seul le soutien social le plus large peut permettre à la Pologne de surmonter sa profonde crise". Le Secrétaire-Général exprime l'espoir que les autorités de Pologne apprécieront l'apport politique des propositions de Lech Walesa et abandonneront leur vaine conviction d'être en mesure de résoudre la crise sans le soutien des travailleurs. G. Benvenuto réaffirme le soutien de l'UIL à NSZZ "Solidarnosc", véritable représentant des travailleurs de Pologne.

LE SECRETAIRE-NATIONAL de la CFDT, Albert Mercier a diffusé une déclaration sur la situation en Pologne, appelant fermement à la restauration du pluralisme syndical. Le referendum a prouvé que le peuple polonais n'a pas confiance en la capacité du gouvernement polonais à surmonter la crise et a rejeté la fiction de démocratie proposée. Le Secrétaire-Général a souligné le fait que NSZZ "Solidarnosc" est l'expression des espoirs et des volontés des travailleurs polonais et que toutes les réformes officielles sont vaines sans la restauration préalable des libertés sociales fondamentales, en particulier du pluralisme syndical.

ZBIGNIEW ROMASZEWSKI, responsable de la Commission d'Intervention et de Légalité de NSZZ "Solidarnosc", a été récompensé par la Fondation Aurora des Droits de l'Homme. Empêché par les autorités de se rendre aux USA pour y recevoir son prix, Z. Romaszewski a adressé un message de remerciement au nom de NSZZ "Solidarnosc" qui, à ses yeux, en est le véritable lauréat. Z. Romaszewski, physicien, fut responsable de la Commission d'Intervention de la région Mazowsze et délégué au Ier Congrès National de 1981. Lors de l'état de guerre, il

passa dans la clandestinité et lança Radio "Solidarnosc". Après son arrestation et son emprisonnement, il fut l'un des "onze" accusés de complot contre l'état. Depuis l'amnistie de 1984, il a poursuivi ses activités syndicales de défense des droits humains et ouvriers.

L'USAGE ABUSIF de la psychiatrie, comme arme contre les militants indépendants, est remis à l'honneur par les autorités polonaises. Récemment, Marian Wyszynski, militant de "Solidarnosc" Rurale, fut arrêté par la police de sécurité et placé en hôpital psychiatrique. Le militantisme de longue date de M. Wyszynski et sa lutte pour les droits des agriculteurs lui ont valu une large popularité parmi les fermiers de la province de Lomza. Il s'est battu contre l'incompétence et la corruption de la nomenklatura locale du parti dont l'administration presque maffieuse maintient la région dans une permanente pénurie. M. Wyszynski fut également membre du Conseil National Provisoire des Agriculteurs de NSZZ "Solidarnosc", organe partiellement clandestin constitué en novembre 86 pour créer un syndicat agricole authentique légal, tel qu'il exista en 1981 jusqu'à sa délégalisation durant l'état de guerre qui força les agriculteurs à l'action clandestine. L'éventail des méthodes répressives contre les militants syndicaux s'étend donc maintenant à la psychiatrie, dans un contexte officiel de "progrès de la stabilisation et de la démocratisation".

LE MOUVEMENT pacifiste indépendant "Liberté et Paix" (WiP) et le Parti Radical organisent conjointement en Pologne, Belgique, Italie et Yougoslavie, à partir du 13 décembre, 6ème anniversaire de l'état de guerre, une action de deux semaines de jeûne mené par une quarantaine de personnes pour revendiquer l'application effective des Accords d'Helsinki en matière de libre circulation, la reconnaissance d'un statut de l'objection de conscience et la libération d'objecteurs emprisonnés en Pologne, Hongrie, Yougoslavie, Grèce et URSS. Des lettres de pétition en ce sens sont envoyées aux chefs d'état de ces pays.

Les membres de WiP emprisonnés pour refus de prêter serment ou d'accomplir le service militaire sont: Mariusz Bajda, Piotr Bednarz, Jacek Borcz, Marek Czachor, Slawomir Dutkiewicz, Oskar Kasperek, Marek Mazurek, Wojciech Niksinski, Piotr Rozycki, Wieslaw Soliwodzki, Jaroslaw Waliszewski, Wojciech Wozniak.

LE CAS DE LA Société Economique Polonaise est un exemple éclairant de l'écart entre les paroles et les actes des autorités. A plusieurs reprises, le régime s'est déclaré prêt à appuyer les initiatives économiques et sociales, nécessaires à la réactivation de l'économie nationale, ainsi que le clame la propagande. L'an dernier, un groupe d'intellectuels, d'artisans, d'agriculteurs et d'économistes a décidé de créer cette Société pour soutenir les initiatives économiques individuelles, dans le cadre strict des lois existantes. Suite à une première réunion en janvier, le groupe a rédigé ses statuts et règles et a demandé aux autorités provinciales de Varsovie l'autorisation de tenir une conférence officielle. Après six mois de démarches, la conférence fut autorisée où un organe exécutif de la Société fut constitué et les statuts votés. Le 18

septembre, les documents d'enregistrement furent introduits. A l'approche du terme du délai d'enregistrement, un clerc de l'administration provinciale a retourné les statuts avec de nombreuses corrections qu'il fallait accepter sans conditions. Ainsi, en réécrivant les statuts, les autorités ont complètement changé le caractère et la mission de la Société. Elle est ainsi limitée à la seule région de Varsovie (et non plus de dimension nationale comme prévu), sans droit de mener une activité économique (alors que son objet est l'aide aux initiatives économiques individuelles) et l'affiliation devait y être ouverte et illimitée (alors que les fondateurs avaient opté pour une affiliation par recommandation).

LE CONSEIL autogestionnaire ouvrier de l'usine de tracteurs "Ursus" a adopté une résolution demandant la réintégration immédiate d'un de ses membres Henryk Tochasiuk, licencié pour avoir refusé de transmettre une liste des travailleurs souhaitant rejoindre NSZZ "Solidarnosc".

MAREK KUBIN, diplômé de l'Académie Médicale de Varsovie, est contraint au chômage malgré de dramatiques manques de personnel dans les services de santé; il est placé sur des listes noires dans les institutions médicales. M. Kubin est un ancien prisonnier politique.

LA COUR SUPREME continue de se déconsidérer dans l'examen de cas de répression contre des ouvriers. Une procédure récente concernait Tadeusz Tarasinski de l'usine "Mechanic" de Pruszkow, dont la réintégration est rejetée suite à une détention préventive d'un an. La direction de l'entreprise affirmait que sa libération suite à l'amnistie permettait un tel refus. Tarasinski a prouvé au Tribunal que la mesure de 1986 n'était pas une amnistie mais le Tribunal s'est cependant prononcé contre lui. La Cour Suprême ne sachant comment résoudre cette question, a demandé l'avis des ... néo-syndicats officiels.

"TYGODNIK MAZOWSZE", hebdomadaire clandestin de Varsovie, fait état du profond pessimisme de la société à l'égard des initiatives "réformistes" officielles, citant en exemple la restructuration des plus hauts organes gouvernementaux. Trois ministères "restructurés" (commerce, transport et travail) seront dirigés par les ministres précédents; le ministre du commerce extérieur s'est élevé d'un grade vice-ministériel, de même que le ministre de l'environnement. Le cabinet ne comporte que quatre nouveaux visages, deux provenant des niveaux les plus élevés de la nomenclatura du parti et un troisième de l'usine électronique "Unitra". Ainsi, le seul nouveau venu est le ministre de la Santé, M. Komender. "Ces personnes sont-elles réellement aussi dévouées à la pleine réalisation des réformes économiques que l'affirme la propagande?", s'interroge l'hebdomadaire. Le ministre Kaminski, p. ex., célèbre pour avoir promulgué une réglementation interdisant le transport routier inter-provincial et qui prépare à présent des règlements visant à paralyser les initiatives dans le transport privé, représente-t-il vraiment le courant pro-réformiste? Ou bien, le ministre Jozwiak qui a prôné un contrôle étroit du marché par le ministère du commerce sous sa tutelle, est-il

réellement en faveur des mécanismes du marché? Parmi les 19 "nouveaux" ministres, 15 sont membres du parti et deux sont membres d'associations contrôlées par le parti; est-ce ainsi que les autorités comptent remplir leurs promesses de placer des candidats sans-parti aux postes les plus élevés du gouvernement? Les nominations ministérielles, estime l'hebdomadaire indépendant, projettent sur l'avenir des réformes une ombre plutôt sombre.

LA CREATION du Parti Socialiste Polonais (PPS) a été annoncée à Varsovie le 15 novembre par un groupe de militants indépendants. Une conférence de presse réunie à cette occasion a été brutalement interrompue par la police de sécurité. Selon les fondateurs, le Parti Socialiste veut agir ouvertement et légalement afin de "rétablir le sens véritable du mot socialisme". "Le droit de former des partis politiques est garanti par la Constitution", soulignent les fondateurs du PPS "et les Polonais ne soutiendront pas le programme de réformes du gouvernement sans la liberté de former des partis et syndicats représentatifs". Les autorités ont déclaré le parti Socialiste illégal et ont poursuivi les répressions contre ses membres. "Les communistes nous traitent, nous socialistes, comme la police tsariste le faisait jadis", a déclaré Jan Jozef Lipski, le président du parti.

LA DIMENSION de la nomenclatura polonaise est révélée par quelques chiffres: plus de 250 mille hauts postes administratifs et de direction sont soumis à une approbation préalable du Parti communiste à différents niveaux. Ainsi, le bureau politique et le comité central du parti contrôlent directement les nominations de 4.500 postes, les comités provinciaux du parti supervisent 40.000 postes et enfin, les cellules du parti veillent sur plus de 210 mille fonctions.

A L'INITIATIVE de Lech Walesa, une rencontre de 45 éminents militants indépendants, représentant diverses sphères de la vie nationale, s'est tenue le 7 novembre. Ce "débat sur la Pologne" a été consacré à une discussion sur la situation du pays à la suite de l'annonce officielle des hausses de prix et du referendum. Dans la déclaration diffusée après la rencontre, les signataires critiquent les réformes économiques proposées de même que les "consultations sociales" (c-à-d le referendum) comme superficielles et en aucune manière capables de légitimer le programme de réformes. Au contraire, elles tendent à renforcer le manque de confiance de la société dans les décisions officielles. La crise frappant la Pologne aujourd'hui est essentiellement de nature morale et politique. La catastrophe économique n'est que sa conséquence. Le programme de réforme devrait être discuté et préparé conjointement par les autorités et les représentants des institutions sociales véritablement indépendantes. Pour cette raison, la restauration des libertés civiles et de l'autogestion, constituant une part de l'héritage national, est absolument indispensable. En conclusion, les signataires soulignent que sans rétablissement du pluralisme syndical, sans la reconnaissance d'organes authentiquement représentatifs des travailleurs, agriculteurs et autres groupes sociaux, toute recherche de la confiance sociale nécessaire au programme de

réforme est vaine.

DE L'OPINION de nombreux syndicalistes, l'aspect le plus désolant de toute cette opération référendaire est qu'elle constitue une nouvelle opportunité manquée pour le pays. L'indifférence des autorités aux avis de la population ne pouvait apporter d'autre résultat. Ce qui suit sont des opinions sur ce thème recueillies dans les milieux syndicaux:

ZBIGNIEW BUJAK, leader de NSZZ "Solidarnosc" de la région Mazowsze, a exprimé son point de vue dans un article intitulé "Le référendum polonais est bidon", publié par le quotidien "Libération" du 26.11.87: "Personne en Pologne - à l'exception des gouvernants - ne peut croire que le référendum du 29 novembre annonce une réelle volonté de réformes. Les rares personnes qui gardaient encore des illusions quant aux facultés réformatrices de l'équipe du général sont en train de les perdre. Je n'ai pas rencontré un seul Polonais qui accepte la façon dont le plébiscite a été décidé, et la manière dont il a été préparé. Premièrement, personne n'avait jamais demandé un tel référendum. Deuxièmement, les questions posées à la population ont été formulées sans consulter ses authentiques représentants et dans le plus grand secret. Troisièmement, nous ne comprenons toujours pas exactement ce que ces questions veulent dire, et surtout de quelle façon le pouvoir entend interpréter nos réponses. (...) Il est évident que le pouvoir n'est nullement intéressé à connaître les opinions de la société. Tout laisse croire qu'il entend manipuler encore une fois les comportements des Polonais, et surtout tromper une fois de plus les observateurs occidentaux de la scène politique polonaise. (...) Quel sera l'impact social du référendum? Les deux questions du plébiscite, en résumé populaire, donnent ceci: "Veux-tu vivre mieux? Es-tu pour la démocratie?" Lorsque ces questions sont posées par les communistes, elles ne signifient qu'une chose: qu'ils ont la plus ferme intention de rester au pouvoir et n'ont pas la moindre envie de le partager avec quiconque. Ce référendum signifie aussi pour moi, et pour d'autres optimistes de mon espèce, que nos espoirs d'une réforme économique et de changements sociaux et politiques ont été tout à fait illusoire. Aujourd'hui, je dois aussi reconnaître que j'ai été trop optimiste quant à l'efficacité des pressions exercées, dans le domaine des réformes par les gouvernements occidentaux, le Fonds Monétaire, la Banque Mondiale et, en Pologne, par l'Eglise catholique et "Solidarnosc". Lorsque la publication par la presse du détail des hausses de prix a été accompagnée, le jour même, d'une information sur la réunion du KOK, le Comité de Défense National, un organisme mystérieux et secret, aux compétences très probablement illimitées, les choses sont devenues encore plus claires. (...) A la lecture de ce programme, seules deux choses sont aujourd'hui claires: nous serons confrontés à une très forte hausse de prix et à une importante limitation des droits des travailleurs. (...) Depuis plusieurs semaines, "Solidarnosc" et toutes les autres composantes de l'opposition démocratique polonaise discutent de notre attitude à l'égard des réformes. Il est évident que nous les soutiendrons et y participerons. Si seulement elles sont réalisées. "Solidarnosc" serait même prête à proposer aux autori-

tés un véritable pacte de paix sociale en contrepartie des réformes économiques. Le syndicat pourrait envisager un pacte de paix politique dans le cas où les autorités seraient prêtes à introduire des réformes sociales et politiques. Nous serions prêts à discuter nos propositions, pourquoi ne pas les soumettre à un référendum national? Un tel référendum pourrait être un véritable événement politique? L'actuel ne l'est pas (...)"

LA PRESSE SYNDICALE clandestine de la région de Dolny Slask a publié un article intitulé "Pourquoi je boycotte le référendum": "Suite au coup d'état militaro-policié de décembre 1981, la politique du parti a entraîné la catastrophe économique en Pologne, de même qu'une totale dégradation du système de santé, la destruction de l'environnement, la chute de la construction de logements et la paralysie de la culture, de la science et de l'éducation. (...) A la mi-1987, soit six ans après le début des "réformes économiques inspirées par le parti" et six ans après l'état de guerre, le régime présente à nouveau de "nouvelles propositions", cette fois appelées "2ème étape de la réforme". (...) En octobre, la Diète Polonaise a accepté obséquieusement la proposition du parti d'un référendum national. Dans ces questions, on demande aux Polonais s'ils veulent une économie saine et la démocratisation de la vie politique; ce qui implique donc que jusqu'ici, notre société a favorisé l'inefficacité économique et l'illégalité. (...) A part nous informer de radicales hausses de prix et de l'apparition de la pauvreté, les questions et les commentaires officiels ne nous disent pas de manière concrète ce qui nous attend dans les années à venir; comment exactement cette réforme et cette démocratisation seront réalisées, ou quand et quels en seront les résultats concrets. (...) Par exemple, nous n'avons pas de réponse à des questions importantes telles que:

- la nomenklatura du parti à la gestion désastreuse sera-t-elle abolie, ainsi que la suprématie de l'économie sur la politique?;
- quand le catastrophique système économique favorisant l'improductive industrie lourde au détriment des biens de consommation sera-t-il réformé?;
- quand les Polonais pourront-ils jouir des droits humains fondamentaux et des libertés garanties par la Constitution et les Conventions Internationales ratifiées par la Pologne?

Les buts évidents du referendum sont: la pacification d'un immense mécontentement social, la création de l'illusion d'un appui social, le transfert de la responsabilité de l'avenir sur la société et la perpétuation de la nomenklature sans égard aux coûts sociaux qu'elle entraîne pour la nation. (..)"

KORNEL MDRAWIECKI, leader de "Solidarnosc Combattante", en clandestinité depuis la proclamation de l'état de guerre a été arrêté le 9 novembre; il est inculpé de contrebande et de port de faux documents d'identité.

CHERS LECTEURS: le prochain NEWS paraîtra le 15 janvier 1988. Joyeuses fêtes de fin d'année !